

mage qui va sévir de plus en plus, je crois, dans les cantons de l'Est et dans d'autres régions du pays, où les petites industries ne subsistent qu'à grand-peine. Voilà les problèmes dont je veux parler.

• (8.50 p.m.)

Dans son discours budgétaire, le ministre n'a pas soufflé mot de l'essentiel du problème: le poisson et la pomme de terre. Il s'agit de ce que le ministre des Pêches (M. Davis) a proposé il y a quelques semaines, savoir que les États-Unis et le Canada devraient conclure des ententes pour exempter les fruits de mer des droits de douane. Cela avantagerait beaucoup nos produits du poisson et les rendrait très compétitifs. Les pêcheurs de la côte est, qui comptent beaucoup sur la vente du poisson, et les pêcheurs de la côte ouest verraient augmenter leurs revenus.

Qu'en est-il du tarif sur les pommes de terre récoltées dans l'île du Prince-Édouard, ou l'île de la pomme de terre, comme on l'appelle à l'heure actuelle? Que fait-on des agriculteurs qui doivent soutenir la concurrence dans des circonstances difficiles, à cause des tarifs et de leurs revenus insuffisants? C'est ce genre d'accords tarifaires dont j'aurais aimé entendre parler. Mais ici, nous n'entendrons rien au sujet de la pomme de terre et du poisson car, à mon avis, les problèmes des régions dites défavorisées au Canada n'existent pas pour le gouvernement. Il n'est pas au diapason de ces problèmes; il est tellement raffiné dans sa politique et sa pensée qu'il ne veut s'arrêter à aucun de ces problèmes.

M. McGrath: Faux-fuyants de libéraux.

M. Lundrigan: J'y viendrai dans un moment. Une autre politique du gouvernement, qui a été néfaste à bien des Canadiens, c'est l'universalité de certaines mesures fiscales. Nous ne pensions pas qu'on augmenterait les impôts. Je m'emballais déjà à l'idée de mes vacances, quand je me suis rendu compte que le ministre avait manqué à sa promesse et avait maintenu la surtaxe sur l'impôt sur le revenu. Le ministre n'a rien fait pour mettre au point une politique fiscale progressiste, qui aiderait ceux qui n'ont pas les moyens d'être taxés. A ce sujet, je pense au pensionné de la vieillesse qui reçoit plus de \$1,100 par année et qui doit payer de l'impôt sur le revenu. Si vous êtes célibataire et que vous gagniez plus de \$1,100—ou \$2,100 si vous êtes marié—vous devez payer de l'impôt. Or ces gens n'ont pas les moyens d'acheter des vivres, encore moins de payer des impôts. Mais les dispositions de l'impôt sur le revenu s'appliquent universellement à tous les Canadiens, ce qui rend plus misérable encore la vie de certains d'entre eux.

J'aimerais commenter la déclaration du ministre concernant l'éventail des programmes confiés au ministère de l'Expansion économique régionale et les principes dont s'inspire le gouvernement en ces matières. J'estime cette déclaration fort trompeuse. Bien des gens dans les provinces atlantiques et ailleurs jugent cette déclaration comme la plus remarquable plaisanterie de tout le discours budgétaire. Je ne conseille pas au ministre des Finances d'aller dans les provinces atlantiques raconter de telles sornettes. Nous n'avons rien contre les plaisanteries émanant de Terre-Neuve, en fait, elles nous amusent énormément; mais nous n'apprécions pas ce genre-ci, car pour une plaisanterie, celle-ci est de taille! Depuis des années, nous avons le taux le plus élevé de chômage au Canada. Le coût de la vie est plus élevé chez nous que partout ailleurs. Le Nouveau-Brunswick est au seuil de la faillite. Québec est menacé de restrictions financières. Terre-Neuve est, sur le plan politique, dans un beau gâchis libéral. Toutefois, je ne vais pas m'engager dans cette question. Notre situation économique à Terre-Neuve est si mauvaise que c'en est presque incroyable. Malgré cela, le ministre nous parle du large éventail de programmes dont nous pouvons bénéficier.

Si, réunis ici dans les jours à suivre, les premiers ministres provinciaux ne parviennent pas à assouplir un peu l'attitude intransigeante du ministre des Finances et l'attitude inflexible du premier ministre (M. Trudeau), je serai fort déçu. J'espère qu'ils y parviendront au cours de leurs entretiens sur le partage des impôts et sur la constitution, cette dernière étant la pire justification à l'incurie qu'il m'ait été donné d'entendre. S'ils échouent, je serai un Canadien fort déçu. Prétendre que la constitution nous paralyse est une blague monumentale. Chaque fois qu'on parle de s'engager dans la mise en valeur des ressources humaines, de la révision des arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, et ainsi de suite, le gouvernement brandit de nouveau la même thèse.

Je soutiens que le gouvernement n'a pas de politique d'expansion économique régionale, pas de politique de développement régional. Beaucoup de pays européens qui ont connu le même problème ont dit que le Canada n'est peut-être pas aussi dynamique qu'il le devrait en matière de développement régional. Le développement régional et la disparité régionale se définissent essentiellement par rapport aux régions où il y a de vastes îlots de chômage, des coûts de transport extrêmement élevés et un faible revenu, et où la tendance centripète de rétablissement vers certaines régions du Canada cause l'exode des cerveaux et autres phénomènes semblables. Ce sont là